

**OVINS.** Samedi dans le cadre des portes ouvertes du lycée agricole de Saint-Lô-Thère

## Sept béliers vendus à 467 € de moyenne

**SAMEDI DERNIER** dans le cadre des portes ouvertes du lycée agricole de Saint-Lô-Thère, l'Oscar (Organisme de sélection des trois races ovines de la Manche, Cotentin, Avranchin et roussin de la Hague) organisait la vente annuelle des béliers qui ont hiverné au centre d'élevage mis en place dans l'établissement d'enseignement agricole.

### Un top à 800 €

Neuf béliers, nés entre le 20 février 2024 et le 4 mai 2024, ont été élevés dans les mêmes conditions au lycée agricole par des étudiants, accompagnés de leur professeur de zootechnie Marie-Odile Courteille.

Huit des béliers étaient issus de mères à bélier et un de mère à agnelles. Ils avaient été pointés sur le standard, la laine, les qualités bouchères et qualités fonctionnelles afin d'éditer un catalogue téléchargeable sur le site de l'Oscar ([www.races-ovines-manche.fr](http://www.races-ovines-manche.fr)). Le catalogue comportait également l'index valeur lait, l'index prolificité et la note de synthèse. Sur ce critère global ajoutant note d'origine et note de pointage, le bélier n° 4 sortait en tête avec 58 points. Mais ce n'est pas lui qui a fait le top price, ayant été vendu 420 €.

Au final, le bélier n° 366862-24077 (n° 6 du catalogue) n'a pas été présenté. Comme lors de la vente de Jobourg de début août, les mises à prix étaient de 340 €.

### La liste des vendus

N° 1 (n° 366837-24047), né chez Corinne Estace (Equeurdre-



Lois Vallée a animé la vente. A droite, les jeunes du lycée qui ont assuré le suivi cet hiver, notamment Lucien Bonaventure (de St-Jacques-de-Néhou) et Louanne Colin (de Gouville-sur-Mer) en étudiants en 2<sup>e</sup> année de BTS PA mobilité. Sandrine BOSSIERE

ville-Hainneville, Cherbourg-en-Cotentin), acheté 480 € par Nelly Faribaud (Le Ham) et Guillaume Lecanu (Le Lorey); n° 3 (n° 366862-24059), né au Gaec Duquesne (Equeurdreville-Hainneville, Cherbourg-en-Cotentin), acheté 550 € par Pierre Cottebrune (Pierreville); n° 4 (n° 366862-24063), né au Gaec Duquesne (Cherbourg-en-Cotentin), acheté 420 € par Thierry Leconte (Coudeville-sur-Mer); n° 7 (n° 369514-24036), né chez Armand Cardet (Port-Bail-sur-Mer), acheté 340 € par le Gaec du Long Aulnay (Ste-Mère-

Eglise); n° 2 (n° 366862-24050), né au Gaec Duquesne (Cherbourg-en-Cotentin), acheté 800 € par Sylvain Vivier (de Seine-Maritime, père du champion de France des Ovinpiades 2023, Romain Vivier); n° 5 (n° 366862-24069), né au Gaec Duquesne (Cherbourg-en-Cotentin), acheté 340 € par Guillaume Lecanu (Le Lorey); n° 8 (n° 374900-24037), né chez Fabien Olivier (La Hague), acheté 340 € par le Gaec Duquesne. Un seul bélier a été retiré faute d'enchère : le n° 9 (n° 37566624030) né chez

Sylvain Debout (Ecausseville). Donc 7 des 8 béliers présentés ont été vendus à 467 € de moyenne.

La vente s'est prolongée par un repas convivial.

L'entrée au centre d'élevage de Flottemanville-Hague (l'EARL des Rousses prenant le relais d'Etienne Damourette) est prévue le samedi 17 mai en vue de la vente de Jobourg qui devrait avoir lieu le vendredi 1<sup>er</sup> août en prélude à la Foire aux moutons.

● Jean-Philippe MASSIEU

## AGRICULTURE ET FILIÈRE ÉQUINE

### Des permanences pour connaître les dispositifs d'aides régionales

Depuis la semaine passée et jusqu'à ce vendredi, la Région Normandie et les Chambres d'agriculture de Normandie organisent sept jours de permanences « pour faire connaître les dispositifs d'aide de la Région aux professionnels » de l'agriculture, filière équine incluse.

Les deux journées de permanences les plus faciles d'accès pour le Cotentin et le centre-Manche sont celles organisées ce mardi 11 mars au siège de la Région, à l'Abbaye aux Dames à Caen, et ce vendredi 14 mars à l'antenne d'Avranches de la Chambre d'agriculture, à chaque fois de 10h à 12h30 et de 14h à 16h30. Sur chacune de ces permanences, des agents régionaux et des Chambres d'agriculture de Normandie seront mobilisés. Les porteurs de projet pourront trouver des réponses à leurs questions sur les dispositifs régionaux et, en particulier, les aides pour des projets en lien avec une installation agricole, des investissements, des changements de pratiques, le développement de races normandes, ou encore le dispositif de soutien à l'élevage Plan reconquête élevage. Ils pourront également être renseignés sur les modalités de demande de paiement pour les dossiers en cours. Ces rencontres seront aussi l'occasion pour les agriculteurs de découvrir le dispositif régional contrat de transition. Ce dispositif, qui se veut simple et adapté aux problématiques des agriculteurs, a pour objectif de les accompagner dans une transition de leur exploitation (réduction des phytosanitaires, amélioration du bilan carbone, renforcement de l'autonomie protéique en élevage).

## VIE SYNDICALE

### Les relations entre générations au menu de l'AG des JA de la Manche vendredi

L'assemblée générale du syndicat Jeunes Agriculteurs de la Manche se déroulera ce vendredi 14 mars au lycée agricole de Saint-Lô-Thère, au Hommet-d'Arthenay. La soirée débutera à 20h30 par le rapport d'activités et la diffusion du traditionnel film humoristique (qui a été tourné en partie au Gaec de l'Hôtel d'Or) avant une table-ronde sur « les relations entre générations », le discours du président et un apéritif dînatoire. Inscriptions au 02 33 06 48 22 ou par mail à [ja50@ja50.fr](mailto:ja50@ja50.fr).

## PERTE DE CHIFFRE D'AFFAIRES

### La fédération des entrepreneurs agricoles menace d'une mobilisation

La FNEDT (Fédération nationale entrepreneurs des territoires) menace d'une journée de mobilisation si les pouvoirs publics n'entendent pas ses revendications. Elle était réunie pour son 91<sup>e</sup> congrès, à Arles du 6 au 8 mars. Selon nos confrères de TNC, le président Philippe Largeau a annoncé une baisse moyenne de 20 % des chiffres d'affaires des entreprises de travaux agricoles et forestier, avec des situations pouvant aller jusqu'à -85 % ! Et plus encore, « les encours clients grandissent et nous faisons un peu les banquiers ». Si les chiffres semblent rester flatteurs (8 milliards de CA global par 150 000 actifs, +60 % de salariés en 10 ans, Philippe Largeau a déploré : « On nous dit que l'on a besoin de nous, que nous sommes essentiels, mais dès qu'on demande de l'aide, notamment des pouvoirs publics, on nous ferme la porte ». « Le monde agricole est soutenu, nous sommes seuls. Cela devient insoutenable », a-t-il ajouté.

## SUR VOTRE AGENDA

**Mardi 11 :** Rencontre éleveurs organisé par la coopérative Innoval au Campus métiers nature de Coutances, à partir de 10h.

**Judi 13 :** Voyage d'études du CRDA Manche en Bretagne sur inscription à Valentine Le Velly au 0673378541 ou par mail à [valentine.le-velly@normandie.chambagri.fr](mailto:valentine.le-velly@normandie.chambagri.fr). Prix de Caucourt à l'hippodrome de Caen.

**Vendredi 14 :** 1<sup>er</sup> jour de la Fan Academy au Gaec des Gondinières, à Isigny-le-Buat. Assemblée générale des JA de la Manche au lycée agricole de Saint-Lô-Thère à 20h30.

## Marché du lundi 10 mars

### 📍 PORC FRANÇAIS

**Porcs présentés :** 3 200. Vendus au classement de 1,680 € à 1,681 €. Prix départ élevage. Rémunération « Le Porc Français » (LPF) : 0,02 €. Moyenne mobile 1,874 €. Base 56 T.M.P : 1,680 € (0 €). Base 56 T.M.P + T : 1,7 €.

Le cours au Marché du Porc Français poursuit sa stabilité à 1,680 € ce lundi 10 mars 2025. Sur la zone UNIPORC les abattages ont augmenté de 6 400 porcs la semaine dernière avec un poids en baisse de 130 grammes. Cette tendance traduit un marché de la viande dynamique dans un contexte européen plutôt orienté à la hausse, sous l'impulsion de l'Espagne.

**ENGRAIS.** Selon l'AGPB (Association Générale des Producteurs de Blé et autres céréales)

## L'Europe ne doit pas se tromper d'ennemi

« LA commission européenne ne doit pas se tromper d'ennemi et lever les taxes pour diversifier les approvisionnements ! », a lancé, lundi au sujet du prix des engrais, l'AGPB (Association Générale des Producteurs de Blé et autres céréales) qui rassemble les céréaliers de France.

### Ce que l'AGPB propose

« Au cœur d'une inflation vertigineuse qui pénalise lourdement l'économie des producteurs de grandes cultures, la situation du prix des engrais pourrait s'aggraver avec l'application du projet de nouvelles sanctions contre la Russie communiqué récemment par la Commission européenne. Pour l'AGPB, la levée des taxes sur les fertilisants s'impose pour rééquilibrer l'offre avec la demande et sécuriser ainsi la production alimentaire européenne », livre l'association.



Eric Thirouin, le président de l'AGPB Archive

Les céréaliers français se disent « extrêmement fragilisés sur le plan économique après deux années noires » et jugent que « la Commission européenne a la responsabilité d'agir au plus vite par des décisions en mesure de construire une stratégie de diversification d'approvisionnement des intrants azotés

accessibles, fiables et compétitifs : abrogation des droits de douane de 6,5 % sur les toutes les origines hors Russie et Biélorussie ; suspension immédiate des taxes anti-dumping sur les origines Trinidad et Tobago et USA ; application des sanctions contre les engrais russes en juillet 2026 à l'instar des sanctions contre l'aluminium ».

« Alors que nous devons réduire notre dépendance aux fertilisants d'origine russe tout en restant compétitifs, la Commission européenne s'obstine à maintenir des taxes sur les engrais d'autres origines, favorisant ainsi leur inflation à des prix prohibitifs ! Alors que l'on parle d'économie de guerre, c'est littéralement se tirer une balle dans le pied ! » s'alarme Eric Thirouin, président de l'AGPB.

Pour « l'association spécialisée et ses partenaires européens qui se mobilisent depuis 4 ans à Bruxelles pour dénoncer un dispositif protectionniste ob-

solète », « la situation est désormais intenable dans le contexte actuel. C'est notamment le cas de la taxe anti-dumping qui avait pour objectif initial, la protection et le maintien de l'activité des fabricants d'engrais européens ». « Or, ces derniers sont aujourd'hui peu nombreux avec des capacités de production en baisse, ils profitent donc du jeu de l'offre et de la demande au détriment de la survie économique de nos fermes » explique Cédric Benoist, secrétaire général adjoint de l'AGPB en charge des dossiers européens.

« Sanctionner la Russie, oui... Mais il est nécessaire d'agir dans le bon ordre : l'Europe doit s'assurer au préalable de notre capacité de production agricole dans des conditions économiquement supportables afin de garantir sa souveraineté alimentaire face aux menaces géopolitiques actuelles », conclut Eric Thirouin.